James B. COLLINS, *La Bretagne dans l'État royal, Classes sociales, États provinciaux et Ordre public de l'édit d'union à la révolte des Bonnets rouges*

Jean-Marie Constant

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/621>

DOI : 10.4000/abpo.621

ISBN : 978-2-7535-1505-5

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2007

Pagination : 217-219

ISBN : 978-2-7535-0452-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Marie Constant, « James B. COLLINS, *La Bretagne dans l'État royal, Classes sociales, États provinciaux et Ordre public de l'édit d'union à la révolte des Bonnets rouges* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-1 | 2007, mis en ligne le 30 mars 2009, consulté le 22 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/621> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.621>

Ce document a été généré automatiquement le 22 juillet 2022.

Tous droits réservés

James B. COLLINS, *La Bretagne dans l'État royal, Classes sociales, États provinciaux et Ordre public de l'édit d'union à la révolte des Bonnets rouges*

Jean-Marie Constant

RÉFÉRENCE

Rennes, PUR, 2006, 392 p. (Traduction par André Rannou. Publication préparée sous la direction de Gauthier Aubert et Philippe Hamon.)

NOTE DE L'ÉDITEUR

<http://www.pur-editions.fr/detail.php?idOuv=1155>

- 1 James. B. Collins est un amoureux de la Bretagne, ce qui ne l'empêche pas d'avoir un regard objectif et riche de nouveauté sur l'histoire politique et sociale de la province aux XVI^e et XVII^e siècles. Professeur à l'université de Georgetown (Washington) il a publié ce livre en anglais, en 1994, chez Cambridge University Press. Il faut saluer cette excellente initiative des universitaires bretons d'avoir voulu donner une version française à un livre de cette importance sur le plan scientifique, de l'avoir traduit, publié et financé.
- 2 Cet ouvrage est à la fois un livre d'histoire et un essai suscitant de multiples réflexions. Certes, la Bretagne est loin de représenter le modèle de la France profonde, dans la mesure où sa situation particulière d'ancien duché indépendant, qui a gardé longtemps de larges autonomies en fait une province de statut particulier. Cependant, le souci de J. B. Collins de mettre en relation les institutions, l'économie et la société en Bretagne,

avec le fonctionnement de l'État monarchique, crée une dynamique de l'analyse et donne de nouvelles couleurs à la connaissance historique. une table ronde qui a eu lieu en mai 2004, avec la participation de l'auteur, à Rennes 2, est publiée en totalité, ce qui enrichit encore le volume.

- 3 Le livre est organisé en sept chapitres. Le premier chapitre traite de l'économie bretonne où J. Collins montre que la Bretagne est une mosaïque de zones économiques locales, avec des parties céréalières fertiles, des assises manufacturières, des vignes, comme dans le pays nantais, de l'élevage, de la pêche, du sel. En outre la Bretagne pratique un commerce international. En somme c'est un pays riche.
- 4 Le second chapitre concerne la société, qui est regardée à travers quelques prismes : le cadre institutionnel présenté comme un élément du contrôle social, les modèles de domination, les interactions. En réalité la société n'est analysée non pas pour elle-même mais en fonction des pouvoirs qui s'exercent, car c'est là l'essentiel de la problématique du livre, la Bretagne dans l'État royal.
- 5 Le troisième chapitre est consacré au développement des institutions jusqu'à la Ligue, pendant la Ligue puis au cours du XVII^e siècle. De belles pages étudient les aspects financiers, l'endettement à la suite des guerres et la résorption des dettes.
- 6 Les chapitres 4 et 5 analysent avec beaucoup de finesse la place et l'action des États de 1532 à 1626 et de 1626 à 1675. Ces derniers rassemblent peu de monde au XVI^e siècle, alors qu'au XVII^e siècle, ils regroupent de nombreux petits nobles qui appartiennent aux clientèles de la grande noblesse : Rohan, La Trémoïlle, Avaugour, Rosmadec. En 1613, ils parviennent à empêcher l'introduction des bureaux de finances en Bretagne, ce qui est une performance, beaucoup de provinces n'ayant pas pu s'opposer victorieusement à cette réforme capitale de l'organisation du royaume. L'année 1626 correspond à la décision de ne plus réunir les États que tous les deux ans. Il est vrai que cette date correspond à des évolutions marquantes, l'alternance des présidences entre les grandes familles, la montée en puissance du clan Richelieu, avec Pontchâteau et La Meilleraye, la nomination du cardinal lui-même comme gouverneur de la province. Peu à peu, la noblesse s'impose aux États au détriment des villes. Les paysans paient peu d'impôts et semblent protégés par les États, alors que les gros exploitants subissent les plus gros prélèvements. Les ressources viennent, pour la plus grande part, des taxes, sur le vin mais elles s'étendent, à cause des besoins fiscaux à d'autres boissons comme le cidre ou la bière. Alors qu'au XVI^e siècle, les sessions des États ne duraient qu'une dizaine de jours, au XVII^e siècle, elles s'allongent de plus en plus et sont le théâtre, pendant près de deux mois, de fêtes et de réceptions offertes par les représentants de l'État qui obtiennent de cette façon plus facilement ce qu'ils souhaitent.
- 7 Comme on le voit l'action et le rôle des États représentent le cœur du livre. Les chapitres 6 et 7 détaillent le poids de la fiscalité et le problème de l'ordre, s'arrêtant sur les mécontentements sociaux et la fameuse révolte de 1675 des bonnets rouges.
- 8 Les résultats les plus tangibles tiennent à la démonstration que la société est très mobile aussi bien sur le plan géographique que social. Ce thème de la mobilité est très lié chez J. Collins à celui de l'ordre, la mobilité suscitant violence et instabilité. Le caractère contractuel des relations de la monarchie avec la Bretagne est particulièrement souligné. D'ailleurs J. Collins pense que le modèle breton est représentatif dans la mesure où 40 % de la population française vit dans des pays d'État,

même si nombre de provinces ont perdu tous les attributs de cette liberté de gestion sous tutelle.

- 9 Il n'est pas possible de détailler tout ce que ce livre apporte, tellement il est riche et montre de la part de son auteur une excellente connaissance des archives et de l'histoire de la Bretagne. Néanmoins, le lecteur de 2006 demeure perplexe, parce que le livre date de 1994 et ne tient pas compte des travaux menés sur la noblesse, qui se sont multipliés depuis vingt ans, notamment ceux de Michel Nassiet. L'œuvre d'Arlette Jouanna ne semble pas l'avoir inspiré. Pourtant « le devoir de révolte » est paru en 1989, soit cinq ans avant la parution de son ouvrage. Or, ce livre est au cœur du sujet des rapports entre l'État et les noblesses. De même, à propos de la seigneurie, il indique son désaccord avec les travaux de Jean Gallet, mais il ne les discute pas vraiment. Certes, une bibliographie complémentaire s'ajoute à celle ancienne qui est mentionnée, mais les nouvelles interprétations manquent cruellement d'être débattues dans le livre de J. Collins.
- 10 Il n'est d'ailleurs pas sûr que J. Collins ait été intéressé par les nouvelles recherches et les nouvelles problématiques des historiens de la société, de la noblesse, des sensibilités collectives, souvent inspirés par le structuralisme, l'anthropologie ou la micro-histoire. Il semble que, pour lui, comme pour les historiens des grandes thèses agraires des années soixante, l'autonomie d'une histoire sociale indépendante de l'économie, n'existe pas. Il identifie des groupes économiques fondés sur la possession de la terre et une attitude culturelle qui en dépend.
- 11 À propos de la ligue, il fait l'impasse sur les travaux, qui ont renouvelé le sujet. Rien sur les travaux de Robert Descimon, d'Elie Barnavi, de Denis Crouzet et de toute l'école issue du séminaire de Denis Richet à l'EHESS. Il évoque en note et fort rapidement son désaccord avec les idées d'Harding comme si ces travaux ne méritaient pas une discussion approfondie. Sur la Ligue, sa bibliographie est ancienne et il s'en tient au mieux, aux interprétations de Drouot de 1937.
- 12 Il est surprenant de voir la contradiction qui existe chez lui entre la richesse de son information et de ce qu'il apporte, la finesse de ses analyses et le schématisme de ses problématiques dans l'introduction et la conclusion. Parlant de la noblesse, il ne l'assimile qu'à la notion de « propriétaires terriens », alors que la noblesse bretonne, l'une des plus nombreuses de France, est diverse et complexe. Il ne nie pas cette diversité et nuance souvent ses descriptions, mais pour lui, la possession de la terre est le caractère essentiel et déterminant qui s'impose par rapport à tous les autres éléments. Il s'attarde longuement sur les notions « d'ordres et de classes », débats souvent vains et très idéologiques qui ont fait rage, il y a cinquante ans, comme s'ils étaient encore d'actualité. Lorsqu'il s'interroge à propos de la notion de « féodalité », pour savoir si la monarchie absolue est le prolongement normal de cette dernière, l'historien a l'impression de tourner en rond autour de problématiques qui ne conduisent à rien de positif. On comprend la fidélité d'un historien aux idées de sa jeunesse, mais dans un livre d'une telle qualité, elles représentent des formes d'archaïsme. Alors qu'il démonte avec subtilité les rapports complexes entre l'État royal et les forces provinciales, cet appareillage idéologique ancien, alimenté sur les débats des années 1950-1960, paraît plaqué sur un travail historique de premier ordre. Il jette une ombre inutile sur un livre important. Heureusement par ses qualités, il ouvre la porte à de nouvelles recherches et à de nouveaux chercheurs.